

Front des luttes de juin 2010

Sondage du 10 juin 2010 :

A la question : "Pensez-vous que l'action des syndicats aura, sur la réforme des retraites, un impact ?", ils sont 58% à avoir répondu que cela n'en aurait pas, contre 28% qui évoquent un impact positif, selon un sondage BVA réalisé pour Canal+.

Interrogés sur le mode d'action qu'ils jugent le plus efficace, **67% ont répondu la grève générale** et 20% les manifestations à répétition (13% ne se prononcent pas).

Notre analyse : Rappelons en complément que, dans un sondage de décembre, 55% des Français se disaient prêts à entrer en grève sur leurs revendications, dont 28% dans des actions plus dures qu'une journée de grève, et dans un récent sondage les 2/3 des Français se disent prêts à l'action pour défendre leur retraite.

Alors que la classe ouvrière et les travailleurs y sont prêts, les bureaucraties syndicales acquises au capitalisme et au simple aménagement des contre-réformes, sont très soucieuses d'empêcher la construction de la grève générale, ce mouvement général discuté, préparé et organisé sur les lieux de travail pour bloquer l'économie, les profits.

Une peur hante le gouvernement et le grand capital : voir éclater des conflits majeurs contre leur politique globale qui aggrave la misère et l'insécurité du plus grand nombre, pour accroître l'enrichissement de l'oligarchie financière et des monopoles français.

En ce sens, les directions syndicales et leur opportunisme jouent un rôle clé, ceux qui veulent lutter devront les pousser, les déborder et les battre pour remporter des victoires.

Luttes pour les salaires

L'URCF soutient toutes les revendications de classe en faveur de la défense des salaires et les inscrit dans la lutte générale indispensable contre le capitalisme et son pouvoir politique : Hausse de 300 euros pour tous ! SMIC à 1650 euros ! Salaires contre profits : tapons aux coffres-forts du capital !

Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (Sanef)

De nombreux péages de la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (Sanef) étaient ouverts gratuitement aux automobilistes vendredi 11 juin, en raison d'une grève du personnel pour les salaires, a-t-on appris de source syndicale.

Sur les autoroutes A1, A2, A4, A16, A26 et A29, "les véhicules passent les barrières sans payer, presque partout", a expliqué le délégué FO à la Sanef. "Il y a cependant quelques péages (à une seule barrière), où la personne est non gréviste et là les gens payent", a-t-il précisé. La grève, qui a démarré à 4h le vendredi matin, et s'est poursuivie jusqu'à 4h le samedi matin, est très bien suivie, à au moins 60%.

L'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-CNSF-FO-FatUnsa revendique 1,5% d'augmentation de salaires pour 2010, "comme en 2009", alors que la direction ne leur a octroyé que 0,8%. La direction évoque "une augmentation générale moyenne de 1,8%", qui comprend 0,8% d'augmentation générale, à laquelle se sont ajoutés 0,79% d'augmentation automatique prévue par les accords d'entreprise et 0,21% en vertu d'un système de points. La direction reconnaît qu'en 2009, "les augmentations avaient été plus conséquentes", de l'ordre de 3 à 4%...

PAPEETE (Polynésie « française »)

Une grève générale a débuté jeudi 11 juin en Polynésie française, à l'appel d'un "Collectif pour la Paix" constitué de onze syndicats.

Plusieurs entreprises ou services publics ont fermé. L'activité sur le port et aux douanes est au point mort, tandis que l'hôpital fonctionne en service minimum et que la Caisse de Prévoyance Sociale (sécurité sociale locale) a été bloquée.

Dans les transports, des rotations de ferries entre les îles de Tahiti et Moorea ont été annulées, ainsi que plusieurs vols inter-îles et internationaux.

A l'aéroport, les pompiers sont en grève et les avions ne peuvent pas décoller ni atterrir. L'État a mis en oeuvre les réquisitions et les grévistes n'ont pas répondu à ces réquisitions.

" Nous n'avons pas eu de réponse de l'État, cela ne nous étonne pas tellement puisque le représentant de l'État ne respecte pas le protocole qu'il a lui-même signé", a affirmé le porte-parole de l'intersyndicale.

Les revendications s'adressent à la fois à l'État et au gouvernement de la Polynésie française, qui se partagent les compétences dans cette collectivité d'outre-mer. Les syndicats demandent au gouvernement local d'arrêter les licenciements massifs, de pérenniser le système de protection sociale, de lutter contre la vie chère, et d'assurer le système de retraite. Ils demandent à l'État de maintenir le niveau de retraite des fonctionnaires, et de rembourser à la Caisse de Prévoyance Sociale toutes les dépenses liées aux maladies radio-induites des vétérans du nucléaire.

Les revendications centrales doivent être connues et soutenues par la classe ouvrière et les travailleurs de France. Le combat actuel est centré sur les revendications sociales ; les travailleurs de Polynésie se heurtent, comme en métropole, à la politique sarkozyste de déréglementation généralisée visant à faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs. Ils se heurtent aussi à la politique répressive de ce gouvernement.

En dernière instance, la grève générale est la conséquence de la situation coloniale, qui accentue les effets de l'exploitation capitaliste, à travers l'usurpation économique et politique de l'île par les minorités compradore et métropolitaine. Organisation marxiste-léniniste, l'URCF se déclare en faveur de l'autodétermination des peuples opprimés par l'impérialisme français, c'est à eux seuls de décider de leur avenir, y compris par le droit à la séparation. « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre », cette phrase de Marx résonne avec force aujourd'hui, car elle traduit l'exigence de justice et de libertés pour les victimes du colonialisme contemporain.

Saipol (fabricant de bio-carburants)

Un accord sur les salaires a été conclu vendredi 11 juin chez le fabricant de bio-carburants Saipol, après 17 jours de grève sur les sites de Grand-Couronne (Seine-maritime), Nogent-sur-Seine (Aube) et Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique).

L'accord prévoit une augmentation de 2% des salaires avec un minimum de 50 euros, accompagnée d'une hausse de plusieurs primes. "Au total, cela représente une augmentation de près de 10% sur la fiche de paye d'un salarié travaillant par quart", a expliqué le délégué CGT à l'usine de Grand-Couronne.

Initialement, hors primes, les syndicats revendiquaient une augmentation de 5% des salaires avec un minimum de 60 euros, tandis que la direction s'en tenait à une fourchette de 1,6 à 2,0%, selon les catégories, avec un minimum de 35 euros.

L'accord a été conclu le vendredi matin au niveau du groupe qui emploie au total 550 salariés répartis sur huit usines et le travail a repris sur les trois sites en grève dans l'après-midi.

Von Roll (fabrication de fils électriques, Delle)

En grève depuis le 8 juin, 70 ouvriers de l'entreprise Von Roll (fil électrique) de Delle (Territoire de Belfort) bloquent le site contre le gel des salaires et pour demander la reprise des négociations.

Depuis mardi 8 juin, environ 70 des 135 salariés du groupe Suisse Von Roll, essentiellement des salariés de la production, interdisent l'entrée et la sortie des camions et du personnel pour réclamer la reprise des négociations sur le gel des salaires.

"Le gel des salaires de 2010 a été décidé en décembre 2009 au niveau du groupe, mais depuis le mois de février, l'activité du site a fortement augmenté, alors que le nombre d'effectifs a diminué d'une vingtaine de postes. Nous demandons une augmentation brut mensuelle de 70 euros", explique le délégué CGT.

Pour seule réponse, la direction a annoncé qu'elle déposerait une action en référé devant le tribunal de grande instance de Belfort concernant le blocage du site. Un huissier est venu à plusieurs reprises pour constater la situation.

Salariés du commerce (Paris)

Une manifestation contre les "salaires de misère" et les "dimanches sacrifiés", à l'appel du Comité de Liaison intersyndical du Commerce parisien (Clic-P), a rassemblé quelques centaines de salariés près de l'Opéra mercredi 30 juin au premier jour des soldes.

Ce chiffre est supérieur aux années précédentes. Un appel à la grève a été lancé par ce comité, créé en mars dans une démarche inédite d'union sacrée de six syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Sud).

Les salariés manifestants ont scandé des slogans dénonçant les bas salaires et les horaires décalés pratiqués dans la profession. "Dimanches sacrifiés, horaires décalés, ça peut plus durer, ça va péter", ou encore "Cette année, négocions nos salaires dans la rue", "Salaires de misère, salariés en colère".

"Chez nous, la majorité sont payés à peine au-dessus du Smic. A la fin du mois, c'est pas toujours évident", a expliqué une vendeuse en librairie chez Gibert Joseph, délégué du personnel CGT, gagnant 1 090 euros mensuels. "On est là pour faire reculer la précarité. Il y a beaucoup de turn-over", constate « D », depuis 13 ans au magasin Virgin des Champs-Élysées, où il vend des disques. Le magasin est ouvert tous les

dimanches, mais il est contre "le fait qu'on aille vers plus de travail le dimanche dans les autres entreprises".

La loi du 10 août 2009 permet à davantage de commerces d'ouvrir le dimanche. Le secteur du commerce de détail principalement non alimentaire emploie plus de 400 000 salariés en France, dont une proportion de salariés au salaire minimum interprofessionnel de croissance et à temps partiel supérieure à la moyenne.

La crise mondiale structurelle du capitalisme (baisse du taux de profit) pousse les conseils d'administration des monopoles et les États à leur solde à accentuer l'exploitation et à élargir la base de l'exploitation. Ils veulent nous faire travailler plus de jours, plus d'heures et plus d'années en gagnant moins! Sarkozy tient bien cette feuille de route donnée par les multinationales en nous proposant le travail le dimanche, le travail jusque 62 et 67 ans (dans un premier temps), 41,5 puis 42 annuités pour une retraite à taux plein, la fin des 35 heures (même annualisés)...

Nous soutenons le combat des travailleuses des grands magasins et des commerces qui devront faire le lien avec tout le peuple-travailleur et opposer au gouvernement l'intérêt commun de tous les travailleurs et leurs familles à ne travailler ni le dimanche ni le soir, à revendiquer de véritables 35 heures avec une demi-journée de repos dans la semaine (pour faire ses courses par exemple !), en plus du week-end et sans diminution de salaires.

Pour cela et les augmentations de salaires (300 euros nets, 1600 euros nets pour le Smic), tapons dans les coffres-forts du Printemps, des Galeries Lafayette, de C&A et des autres monopoles, des banques et de l'État ! Pour gagner, organisons-nous pour créer un rapport de force supérieur qui bloque leurs profits !

Luttes pour l'emploi

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'État bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

First Aquitaine Industries (FAI, ex-Ford, automobile)

Plus de 90% des travailleurs de First Aquitaine Industries (FAI, ex-Ford) de Blanquefort (Gironde) ont observé une journée usine morte mardi 8 juin. "Face aux interrogations et aux inquiétudes, aucun projet n'avance sérieusement", a déclaré un représentant de la CGT. Avec plus de 90% de grévistes à l'appel des cinq syndicats ouvriers et cadres, "la grève était pratiquement totale", a-t-il dit. Fin mai, la direction de FAI avait indiqué que la production de pièces pour l'éolien, un projet « emblématique » mis en avant lors de la reprise de l'usine par HZ Holding France en 2009, ne débiterait pas avant 2012.

"Le projet a pris un an ou deux ans de retard, il faut absolument que Ford repousse son désengagement tant que tout n'a pas pris forme", a ajouté le porte-parole de la CGT, en appelant à un rassemblement jeudi 10 juin, jour d'un comité d'entreprise en présence de HZ et Ford à Bruges (Gironde). L'objectif est de rappeler "l'impact social important" et que, malgré les engagements de la direction, « il y a une menace sur nos 1 600 emplois mais aussi sur les 8 600 emplois induits par l'activité de l'usine », a-t-il ajouté.

Hôpital (Nevers)

Des agents de l'hôpital Pierre-Bérégovoy de Nevers ont manifesté jeudi 10 juin pour dénoncer des conditions de travail dégradées. 500 manifestants se sont rassemblés vers 15h devant l'hôpital, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO.

Le conflit est né d'un différend portant "sur les congés annuels", mais serait symptomatique d'un "ras-le-bol généralisé", a déclaré le secrétaire de la section CFDT qui relate des "heures supplémentaires non payées", des "congés non remplacés" et "un manque de moyens". Une délégation a ensuite été reçue par le directeur de l'établissement, mais la rencontre a débouché sur un "statu quo", a ajouté le représentant syndical en affirmant que "la grève continue, elle est illimitée".

La direction a mis en avant "une baisse de l'activité de l'hôpital en 2009 qui se poursuivait en 2010" entraînant "une baisse des revenus" (sic) !

L'URCF soutient la lutte des personnels de la santé.

Dans son programme (de lutte), l'URCF se prononce pour la création d'un pôle de service public santé et pour des États généraux de la santé avec les professionnels, les usagers, les représentants des autres pôles de service public, les représentants des salariés afin de définir l'état des lieux et les besoins à satisfaire.

La création importante d'emplois dans le secteur de santé doit viser à rattraper les 100 000 emplois supprimés tant par la droite que par les sociaux-libéraux, puis à créer de nouveaux emplois selon les besoins. L'existence d'établissements privés fondés sur le profit est incompatible avec la santé publique.

La priorité doit être donnée aux Établissements publics de santé. L'URCF propose la création d'un pôle de service public santé auxquels devront adhérer les établissements privés s'ils veulent bénéficier d'aides publiques, pôle où les travailleurs verront leurs salaires augmentés et alignés, pôle qui ne pourra voir le jour que dans un grand affrontement de classes où les luttes et les contradictions du système capitaliste seront exacerbées. L'heure est à la lutte dans tous nos hôpitaux en lien avec la population pour sauver et gagner notre droit à une santé de qualité pour tous. Lutte qui devra se porter au niveau d'une lutte générale pour être victorieuse.

Faurecia (équipementier automobile, Saint-Nicolas-de-Redon)

Les salariés de l'équipementier automobile Faurecia de Saint-Nicolas-de-Redon (Loire-Atlantique) ont bloqué lundi 21 juin les entrées du site, empêchant la sortie de membres de leur direction.

Une trentaine de salariés sont convoqués mardi 22 juin devant le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire pour répondre de cette séquestration, a indiqué le délégué syndical CGT. Lundi en début de soirée, les grilles du site étaient ouvertes et les membres de la direction pouvaient partir quand ils voulaient.

Les ouvriers, qui poursuivent un mouvement de grève entamé le 18 juin dernier, revendiquent qu'aucun licenciement n'intervienne avant la fermeture du site, spécialisé dans les armatures pour sièges automobiles, programmée pour juin 2011.

« La direction veut se débarrasser des personnels avant la date de fermeture, contrairement à ses engagements verbaux de ne procéder à aucun licenciement jusqu'à cette date ».

Le site de Saint-Nicolas-de-Redon emploie aujourd'hui 188 salariés en CDI. Les travailleurs grévistes exigent également le bénéfice d'une "prime de fin de conflit significative".

Ensemble, nous devons construire un rapport de forces gagnant sur nos revendications, dans la grève générale bloquante et continue. Emparons-nous des journées d'action pour continuer et organiser une lutte bloquante contre les stratégies des bureaucraties syndicales qui n'ont prévu aucune suite sérieuse et planifiée pour faire aboutir les revendications, qui doivent être débordées par la base. Quand les directions ont failli, la base prend le relais : il faut s'auto-organiser, créer des collectifs larges de lutte et de grève ; dans les manifestations, lançons des mots d'ordre pour que les manifestants occupent tout de suite des points stratégiques qui bloquent l'économie et les profits du capitalisme ; proposons tout de suite dans les prochaines manifs la création de comités qui organisent une lutte bloquante immédiate.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs. Salut de lutte aux travailleurs: Aéroport de Roissy- société Air Fuel, Compagnie des transports strasbourgeois (CTS), sapeurs-pompiers de service (Alpes-Maritimes), Dekra Industrial France (leur entreprise d'inspection et de certification).

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !

Retrouvez sur notre site internet

http://www.interventioncommuniste.fr/IMG/pdf/Programme_URCF.pdf

notre programme de lutte et de Révolution sous le thème :

« Le socialisme : seule alternative au capitalisme ! ».

10 juillet 2010

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF